

Éliminatoires de la Coupe du monde 2022

L'ALGÉRIE DOMINE DJIBOUTI 4 À 0

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7140 – SAMEDI 13 NOVEMBRE 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Allocation chômage

ENTRÉE EN VIGUEUR DÈS JANVIER 2022

Page 2

ASSASSINAT DE TROIS ALGÉRIENS À BIR LAHLOU

LES RENSEIGNEMENTS ESPAGNOLS ACCUSENT LE MAROC



Les services de renseignements ont conclu que les trois camionneurs algériens ont été tués le 1er novembre dernier au Sahara Occidental par des drones marocains. C'est ce qu'a révélé le quotidien espagnol El Pais, *proche des milieux sécuritaires espagnols.*

Page 2

LES CHIFFRES RÉVÉLÉS PAR LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTÉRIEUR

La moitié des visas refusés pour les Algériens

Page 2

AISSA MANSEUR, EXPERT CONSULTANT EN AGRICULTURE :

«On doit impérativement gagner la bataille du blé»

Pages 4 et 5

REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Trois ministres passent à la trappe

Page 3

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

EN DÉPIT DES RESTRICTIONS IMPOSÉES PAR LE CORONAVIRUS

18 000 visiteurs à la 10e édition du NAPEC

BAISSE de rideau sur le NAPEC 2021. Un défi relevé selon les organisateurs de cette manifestation, devenue une référence dans le secteur énergétique, d'autant que cet événement a été organisé en présentiel en ces temps de coronavirus. Au moins 18 000 personnes ont visité les stands du NAPEC 2021 qu'a abrité le Centre de conventions d'Oran durant 4 jours, avec la présence de plus de 1 000 délégués, outre les 130 conférenciers qui ont débattu différentes questions relatives au secteur des hydrocarbures et de l'énergie. Satisfait, le premier responsable et fondateur du NAPEC, Djaffar Yacini, a affirmé que cette édition «s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec un protocole sanitaire établi et une organisation parfaite». «C'est un challenge réussi», a-t-il affirmé, mettant en avant le nombre important d'exposants présents mais aussi les nombreuses conférences animées au cours desquelles ont été débattues plusieurs thématiques relatives au secteur énergétique.
18 000 visiteurs professionnels ont pris part à ce rendez-vous après deux années d'absence en raison de la pandémie de coronavirus. L'objectif tracé est atteint selon l'organisateur, d'autant que l'accès au Salon a été conditionné par la présentation d'une carte de vaccination ou d'un test PCR négatif. Concernant la présence des sociétés étrangères, qui n'a pas été aussi importante en comparaison avec les éditions précédentes, M. Yacini a affirmé que la raison n'est autre que la conjoncture imposée par le coronavirus.
«Il y a un petit manque, c'est vrai. Ce n'est pas comme d'habitude mais c'est la Covid-19 qui a imposé cela», a-t-il précisé, affirmant que de nombreuses entreprises étrangères se sont inscrites mais n'ont pas pu rejoindre l'Algérie en raison de la perturbation du transport aérien. «Certaines entreprises ont même réduit le nombre de personnes pour faire le déplacement au NAPEC. Au lieu de cinq à six personnes, une à deux personnes seulement ont pu faire le déplacement», a encore fait savoir le directeur du NAPEC. Selon M. Yacini, une centaine d'entreprises étrangères ont cependant pris part à ce rendez-vous, notant au passage la participation des représentants locaux de certaines sociétés étrangères. Il a ainsi réfuté le motif d'un désintéressement vis-à-vis du marché algérien et encore moins l'interprétation avancée par certaines parties qui estiment que le discours officiel sur la priorité à donner pour la production locale a démotivé les partenaires étrangers.
«La raison n'est autre que la situation sanitaire. Le marché algérien et nord-africain offrent beaucoup d'opportunités, et les sociétés étrangères sont très intéressées», a-t-il tenu à souligner. Le motif de la crise sanitaire a aussi été avancé par des experts, à l'exemple de Khaled Boukhelifa, ex-directeur général au ministère de l'Energie. «Tout le monde témoigne du rôle que joue le NAPEC comme plate-forme d'échange. La Covid-19 est passée par là et les entreprises étrangères n'ont pas pu y prendre part», a-t-il indiqué, affirmant que le fait de tenir une telle manifestation en ces temps est en soi un exploit.

Lilia Aït Akli

ELLE CONCERNERA LES DEMANDEURS D'EMPLOI AUPRÈS DE L'ANEM

L'allocation chômage en vigueur dès janvier 2022

Décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au mois de septembre dernier, l'allocation chômage entrera en vigueur à partir de janvier 2022, a indiqué le sénateur au Conseil de la nation Abdelouahab Benzaim.

Le sénateur a révélé, sur son compte officiel Facebook, les modalités concernant l'obtention de l'allocation chômage, qui entrera en application l'année prochaine, et ce dans le cadre de la loi de finances 2022. «L'allocation chômage, qui entrera en vigueur à partir de janvier 2022, oscille entre 10 000 et 14 000 DA.
Elle est accordée sous des conditions spécifiques et pour une catégorie spécifique», écrit Abdelouahab Benzaim sur sa page. Afin d'en bénéficier, M. Benzaim explique qu'il faudra être inscrit au préalable à l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) en tant que demandeur d'emploi ou étudiant.
L'ANEM enquêtera ensuite sur le demandeur afin de s'assurer qu'il n'occupe aucun poste et ne bénéficie d'aucune autre allocation, que ce soit du secteur public ou privé. L'intéressé doit être inscrit depuis 6 mois ou plus au sein de la même agence. Une fois accordée, l'allocation chômage sera versée mensuellement pendant 6 mois, renouvelables une fois seulement.
«Le montant de l'allocation sera de 14 000 DA pour les résidents des wilayas du Sud, 12 000 DA pour ceux des wilayas de l'Est et 10 000 DA pour les chômeurs des wilayas du Centre et de l'Ouest», précise-t-il. Si le bénéficiaire est recruté, soit via l'agence de l'emploi ou par une quelconque société publique ou privée, l'allocation est annulée automatiquement, et la présence de la personne concernée est obligatoire tous les deux mois pour s'assurer que son statut de chômeur n'a pas changé. Il ajoute qu'«il est inacceptable de démissionner de n'importe quel emploi, quel que soit le salaire ou l'allocation reçue par l'intéressé(e) afin de bénéficier de l'allocation chômage». Le sénateur Benzaïm suggère aux représentants de l'Assemblée populaire nationale de modifier la condition d'âge pour bénéficier de l'allocation chômage. Il propose que cela soit de 25 à 45 ans. Il convient de rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé, lors de la rencontre gouvernement-walis le 25 septembre dernier, que le gouvernement s'apprêtait à mettre en place une allocation chômage en forme de présalaire pour les demandeurs d'emplois, et ce à partir de 2022.
Une mesure parmi d'autres proposées pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens dans un contexte marqué par une hausse vertigineuse et inexplicable de la majorité des produits.

Lynda Louifi

LES CHIFFRES RÉVÉLÉS PAR LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTERIEUR

La moitié des visas refusés pour les Algériens

LE THÈME cher aux mouvances de l'extrême droite sera certainement dominant durant tous les mois qui précèdent la campagne électorale des présidentielles en France. L'immigration notamment des nord-africains et les questions cultuelles de l'Islam chez les populations et les communautés musulmanes ravivent les débats et les polémiques et poussent même le gouvernement français à s'investir dans les plateaux de télévision et les médias pour convaincre l'opinion locale des bonnes intentions de leur démarche.
Le président français, Emmanuel Macron, potentiel candidat à un second mandat, tente tant bien que mal à chasser sur les terres de l'extrême droite, alternant la fermeté et la radicalisation dans l'octroi des visas aux étrangers non-blancs et des promesses de bonne volonté. Agissant sur ces questions sensibles, il n'a pas hésité à créer des tensions avec l'Algérie et à décider d'une politique d'exclusion sans précédent envers les ressortissants algériens, en déclarant officiellement qu'il est favorable au durcissement tout azimuts.
Aujourd'hui, un mois après, son ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, fait le bilan de Macron sur ce tableau peu reluisant de la réduction de 50% le nombre de visas octroyés aux Algériens.
«Si je prends l'exemple de l'Algérie, il y a eu 23.341 visas acceptés sur les huit premiers mois de l'année, et 10.828 refusés (31% de refus). Si je prends l'Algérie depuis la décision de septembre-octobre, cela fait 12.609 visas acceptés et 11.867 refusés, soit moitié-moitié», a précisé le ministre Darmanin, qui était invité ce mercredi sur la radio française Europe 1.
Le plus étonnant dans l'étalage de ces chiffres, c'est que l'application de la décision de réduction de Macron avait commencé plusieurs mois avant, soit au début de l'année. Le ministre explique que les visas acceptés concernent «des personnes qui ont un lien économique, des chefs d'entreprise, des investisseurs, des cadres qui viennent sur le territoire», en soulignant que tous ces chiffres sont presque similaires pour le Maroc et un peu moins élevés pour la Tunisie. Donc, pas question de regarder les dossiers ou les demandes de la part d'étudiants, de chercheurs universitaires, de vieux touristes, voire même de malades ou patients pour des soins urgents ou d'évacuation sanitaire.
Pour Gérald Darmanin, c'est de bons chiffres, comme pour encenser le quinquennat de Macron. Le ministre de l'Intérieur est revenu également sur le nombre d'étrangers expulsés après une obligation de quitter le territoire (OQTF). Cet été, la France avait durci le ton envers le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, comme pour donner des prétextes à la baisse flagrante des autorisations d'entrée sur le territoire français.
Le gouvernement français accusait ces pays de ne pas vouloir reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière. Si cette dernière mesure ne semble pas avoir eu d'impact, il est encore trop tôt selon le ministre de l'Intérieur pour tirer des conclusions.
Pour rappel, le président Abdelmadjid Tebboune a récusé ces chiffres, estimant qu'il s'agit de mensonges. En effet, s'agissant de chiffres fournis par le gouvernement français, affirmant que seulement 22 obligations de quitter le territoire ont été effectivement appliquées par l'Algérie pour 7731 algériens ayant fait de décisions de justice entre janvier et juillet 2021, le président Tebboune a affirmé qu'il s'agit du «mensonge du siècle» et que les chiffres réels ne dépassent pas la centaine.

Mohamed Kouini

ARRIVÉE DE DEUX NAVIRES DE GUERRE RUSSES À ALGER

Manœuvres navales algéro-russes cette semaine

UNE ESCADRE de navires de guerre de la flotte russe la frégate «Amiral Grigorovitch» et le patrouilleur «Dmitry Rogatchev» ont effectué hier une escale au port d'Alger de sept jours dans le cadre de la coopération entre les marines des deux pays.
Durant cette halte, les deux bâtiments de guerre russes participeront à des manœuvres avec les forces navales algériennes qui s'inscrivent dans le cadre des activités de coopération militaire entre les deux pays visant à renforcer l'échange d'expertise entre les forces navales algérienne et la marine russe.
Le navire russe furtif Amiral Grigorovitch est doté de missiles de croisière Kalibr 3M-54 a rejoint le groupe naval russe déployé en Méditerranée en avril 2017. Entré en service en 2016, le patrouilleur Dmitry Rogatchev est également doté de missiles de croisière Kalibr 3M-54, selon son constructeur.
Du 3 au 11 octobre dernier, les armées algérienne et russe ont effectué pour la première fois des exercices militaires conjoints en Ossétie du sud au sud-ouest de la Russie avec la participation de 80 militaires de chaque armée.
En janvier 2021, une escadre de navires de guerre russes composé de la frégate «Admiral Kasatonov», du remorqueur en haute mer «Nicolay tchiker» et du pétrolier ravitailleur «Vyazma» avaient effectue une halte technique de trois jours au port d'Alger.

S. O. B.

ABOU EL-FADL BAÂDJI À TIZI OUZOU :

«Ceux qui prétendent que le FLN doit être mis au musée se trompent»

Sans verser dans la diatribe, le secrétaire général du FLN, Abou El-Fadl Baâdji, n'a cependant pas mâché ses mots à l'issue d'un meeting qu'il a animé jeudi dernier, en milieu d'après-midi, à la Cinémathèque (ex-cinéma Mondial) de Tizi Ouzou.

Devant une salle pleine à craquer et composée autant de femmes que d'hommes, le premier responsable du FLN, avec une grande rhétorique dans le discours, a commencé son allocution par rendre un vibrant hommage à feu Loucif Hamani et aux trois camionneurs algériens tués dans un bombardement sur la route reliant l'Algérie à la Mauritanie. Abou El-Fadl Baâdji a même demandé à l'assistance d'observer une minute de silence à la mémoire des quatre disparus.

Une fois cette minute de silence observée, le premier responsable du FLN a repris le micro pour affirmer que l'Algérie vit une situation particulière ces derniers temps, notamment sur le plan sécuritaire, mais que «grâce à nos forces de sécurité, particulièrement l'ANP, aucun mauvais coup ne peut atteindre notre pays». Abordant le cas des trois chauffeurs de camion, l'orateur a accusé le Makhzen d'être responsable de leur mort.

Ensuite, il a dit : «Tizi Ouzou n'est rien sans l'Algérie et l'Algérie n'est rien sans Tizi Ouzou et, par conséquent, la politique du séparatisme ne peut être en



aucun cas la solution idoine à la problématique que vit l'Algérie». Sur ce passage précis, le secrétaire général du FLN faisait allusion au MAK sans pour autant prononcer le nom du MAK ou celui de Ferhat M'henni. Abou El-Fadl Baâdji a rappelé à l'assistance que les problèmes que vit l'Algérie ne sont pas propres à une seule région ou une seule wilaya, notamment sur le plan économique et social.

«Les problèmes que vit la population de Tizi Ouzou sont identiques à ceux des populations des autres wilayas», a expliqué l'orateur.

Concernant l'origine du mal que vit le pays, le secrétaire général du FLN l'a imputé aux différents lobbies tant internes qu'externes qui s'affrontent. Abordant ensuite les élections locales et, par ricochet, la situation interne de son parti, l'orateur a déclaré, sans ambages, que même si la nouvelle loi concernant les élections contient certaines ambiguïtés, son parti a accepté d'honorer ce rendez-vous du 27 de ce mois car «nous avons jugé impératif de doter le pays de ses institutions». Abou El-Fadl Baâdji, toujours avec une voix pleine d'assurance, a lancé une pique contre les voix demandant à ce que le FLN soit mis en retrait de la pratique de la politique.

«A ceux qui prétendent que le FLN doit être mis au musée, je dis qu'ils se trompent lourdement», a lancé vivement l'orateur, avant de poursuivre : «Le FLN a encore des obligations à remplir envers le peuple algérien. Et il n'est que trop vrai qu'il est porteur des aspirations du peuple algérien», a martelé le premier responsable du FLN. Concernant les luttes internes que connaît son parti depuis quelques années, l'orateur a affirmé que, bientôt, le FLN retrouvera son homogénéité et sa stabilité d'autrefois. Revenant sur le statut dont jouit son parti, Abou El-Fadl Baâdji a affirmé que le FLN «incarne l'espoir des Algériens».

«Il le démontrera, encore une fois, le 27 de ce mois», a conclu l'orateur. Il convient de souligner que le secrétaire général du FLN a été accueilli comme un héros à Tizi Ouzou. Cet accueil chaleureux a d'ailleurs fortement ému Abou El-Fadl Baâdji. De son côté, il a prononcé de grandes louanges à l'endroit de la wilaya de Tizi Ouzou, «région qui a enfanté de grands et nombreux héros».

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

ELECTIONS LOCALES

Charfi dément tout retard dans la validation des listes

LE PRÉSIDENT de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a démenti, avant-hier, tout retard dans la validation des listes des candidats pour les élections de renouvellement des assemblées communales (APC) et de wilayas (APW), prévues le 27 novembre. «Je tiens à démentir catégoriquement ces déclarations. Nous sommes à la phase de préparation des bulletins de vote», a déclaré M. Charfi lors d'une conférence de presse animée à l'issue de son audience avec l'ambassadeur du Venezuela à Alger, soulignant que «certaines wilayas ont commencé à réceptionner les bulletins de vote». Et d'ajouter :»L'ANIE respecte et applique la loi en sa qualité d'institution constitutionnelle. Ses coordinations ne peuvent agir en dehors du cadre de la loi».

Après avoir précisé que «certaines listes ont enregistré un seul recours soumis par un candidat dont le dossier a été rejeté», M. Charfi a souligné que le Conseil d'Etat «a tranché et le concerné a le droit de se représenter. Et C'est ce qui s'est passé», précisant que certaines listes «ont refusé de désigner des remplaçants aux noms dont les dossiers de candidature ont été rejetés». M. Charfi a fait état de «37 dossiers soumis au Conseil d'Etat, dont un (1) dossier réexaminé par l'ANIE, les autres dossiers réexaminés étant ceux des candidats non validés par l'ANIE, en vertu des ses prérogatives». «Dès la publication de la décision du Conseil d'Etat concernant la réintégration de ces candidats dans l'opération électorale, l'ANIE procèdera à la révision de leurs listes», a-t-il assuré. Selon le même intervenant, les coordinations de wilayas œuvrent à l'application de la loi, ajoutant que le candidat a le droit de saisir le tribunal administratif en cas d'»injustice».

Insistant sur l'impératif de rompre avec les anciennes pratiques, le même responsable a fait savoir que le peuple algérien aspire aujourd'hui à une nouvelle Gouvernance qui mène à un nouveau mode de gestion.

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a affirmé que le bilan de la première semaine de la campagne électorale pour les élections locales du 27 novembre était «positif», en dépit de quelques «dépassements mineurs» signalés. M. Charfi a fait une «évaluation positive du déroulement de la première semaine de la campagne électorale, ayant enregistré seulement quelques dépassements mineurs (3 ou 4 cas) qui ont été vite rattrapés, en adressant des observations aux responsables des listes électorales pour éviter que ce genre de cas ne se reproduise».

«Il n'y a pas de campagne électorale sans dépassements ou écarts aux règles électorales. Et nous avons enregistré quelques infractions mineures (...), concernant le non-respect du protocole sanitaire pour faire face à l'épidémie Coronavirus, et d'autres concernant les règles de bonne conduite avec les représentants des médias lors de l'accomplissement de leurs missions pour assurer la couverture des différents meetings et les activités organisées dans le cadre des programmes de la campagne électorale», a-t-il relevé.

Le même responsable a révélé que la première semaine de cette campagne a connu et «pour la première fois, l'installation de dizaines de centres de retransmission directe, dont 4 centres régionaux de meetings pour les animateurs de campagne. Ainsi, leurs activités sont retransmises directement à la salle d'un comité relevant de l'ANIE, chargé de contrôler le contenu des discours pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de slogans haineux», a-t-il expliqué, soulignant que «l'ANIE veille à ce que les candidats n'utilisent pas des expressions qui prônent la haine et la division».

M. D.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Trois ministres dont Belhimer passent à la trappe

LE PRÉSIDENT de la république Abdelmadjid Tebboune a procédé à un remaniement gouvernemental qui a touché trois ministres du cabinet d' Aïmene Benabderrahmane, dont Amar Belhimer, ministre de la communication. C'est ce qu'a annoncé ce jeudi la Présidence de la République dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Il s'agit des ministres de l'Agriculture Hamid Hamdani, de la Communication Ammar Belhimer et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Abderrahmane Lahfai. Ils ont été remplacés respectivement par Mohamed Abdelhafid Henni, Mohamed Bouslimani et Youcef Chorfa. Chorfa a été remplacé à la tête de la wilaya d'Alger par Ahmed Mabed.

Il s'agit du premier remaniement ministériel au sein du gouvernement Benabderrahmane depuis sa nomination fin juin dernier à la faveur des élections législatives.

M. D.

L'ALGÉRIE IMPORTE PRÈS DE 65% DE SES BESOINS EN CÉRÉALES

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PASSE PAR LE BLÉ

La crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19 a bousculé certaines pratiques inter-nations, poussant, de facto, plusieurs pays à prendre conscience de la difficulté de recourir, pour les besoins des populations locales face à une crise mondiale, à des fournisseurs étrangers. La puissante Chine, qui en a d'ailleurs fait les frais au début de la pandémie liée au coronavirus, «née» dans l'Etat de Wuhan, a dû recourir à des soutiens, notamment en équipement sanitaire, de plusieurs pays.



Du triptyque sécurité alimentaire, sécurité énergétique et sécurité sanitaire, celui lié à la nutrition constitue de loin, pour beaucoup de pays, le plus important puisqu'il remet en cause des règles sociales basiques.
En Algérie, si des pas de géant ont été faits dans plusieurs secteurs, même en agriculture, notamment pour les légumineuses ou encore la reine des solanacées, la pomme de terre en l'occurrence, il n'en demeure pas moins que la filière céréalière n'a pas encore donné les résultats escomptés. Ce qui oblige l'Etat à mettre la main dans la tirelire pour répondre aux besoins de la demande locale.
Depuis des décennies, le recours aux importations de blé a, de ce fait, constitué un véritable gouffre financier pour les caisses de l'Etat. Les faibles, voire très faibles par moment, rendements enregistrés par les agriculteurs versés dans la filière céréalière, soit à peine 35% des besoins nationaux, contraignent les pouvoirs publics à recourir à des producteurs étrangers pour «garnir» au mieux les silos de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). La France, l'un des plus importants producteurs en Europe après la Russie, a depuis longtemps constitué le principal fournisseur du marché algérien en blé tendre notamment, ce qui lui a fait prendre une belle longueur d'avance sur ses concurrents immédiats. Mais les conclusions des analyses réalisées par de grands laboratoires quant à la dégradation de la qualité du produit, récemment révélées, lui font perdre quelques pas, ce qui, de prime abord, a profité à d'autres fournisseurs, à l'image de la Russie ou de l'Ukraine. En effet, cette baisse de la qualité du produit, observée depuis au moins dix ans, fait craindre aux agriculteurs français la perte du marché du plus grand pays d'Afrique.
La rude concurrence contraint les pays producteurs en autosuffisance localement à trouver preneur pour leur surplus, à l'instar de la Russie, dont la production annuelle est classée deuxième mondialement après la Chine, avec ses 80 millions de tonnes, la Lituanie ou encore l'Ukraine.
Il faut dire que mis à part les relations amicales que peuvent entretenir chacun de ces pays avec le pouvoir d'Alger, il est de bonne guerre que chaque partie lorgne ce marché juteux qu'offre le deuxième grand consommateur de blé à l'échelle continentale, et ce après l'Egypte.
Rien que pour l'exercice en cours, 2021-2022, la Russie prévoit déjà d'alimenter le marché algérien avec près d'un million de tonnes. Ce qui placera le pays des tsars à la seconde place des fournisseurs de l'Algérie après la France qui, même si les feux en politique sont au rouge, il est peu probable que la crise se répercute sur les affaires commerciales, du moins pas avant la fin de 2022.
Des contrats liant à moyen terme les deux pays ne pourraient être ainsi remis en cause quelles qu'en soient les raisons, au risque de provoquer une pénurie interne synonyme aussi de bouleversements sociaux. La pénurie de semoule, vécue durant le ramadhan 2020, au début de la crise sanitaire liée à la Covid-19, en est un exemple.
Le prix du quintal avait presque doublé en raison des pratiques spéculatrices à tous les niveaux de la chaîne de distribution. Plusieurs barons, que ce soit au niveau des minoteries ou du simple détaillant, sont d'ailleurs tombés dans les filets des services de sécurité et certains croupissent encore dans les geôles des prisons à cause du trafic lié au blé.
Par ailleurs, pour beaucoup de spécialistes, les politiques des pouvoirs successifs visant à booster la production locale ont malheureusement échoué en raison, notamment, du manque de visibilité sur le terrain. Pour ce faire, certains préconisent d'associer les grands instituts et écoles spécialisés dans le secteur pour aboutir à des rendements plus importants. La pluviométrie étant impossible à prévoir et encore moins à gérer, les efforts devront donc aller vers l'amélioration d'autres moyens d'irrigation ou de modèle de gestion de récolte autrement plus pointus. L'activité bactérienne étant aussi très influente sur le produit, une collaboration dans ce sens avec les laboratoires de recherche devrait aider à minimiser les dégâts. Isoler et identifier les germes et, partant, les éliminer ne doit pas être négligé, alertent les experts.
Aussi, et sous la contrainte d'une probable rareté de liquidité, l'Etat sera-t-il obligé de se passer de l'actuelle formule de subvention de la denrée et de recourir à d'autres moyens, à l'image de celui avancé récemment, consistant à soutenir directement financièrement les ménages à petit revenu. En 2014, les pouvoirs publics avait donné le la en mettant fin à la subvention du blé destiné à la fabrication des pâtes alimentaires, ce qui a fait grimper les prix. Mais cela n'a pas pour autant bousculé le porte-monnaie des Algériens.
Bref, il y a un tas de pratiques à mettre en œuvre pour permettre au pays de sortir de l'étau des importations. Une mission qui n'est pas du tout impossible.

A. Ferdi

AISSA MANSEUR, EXPERT CONSULTANT EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«On doit impérativement gagner la bataille du blé»

TRÈS AU FAIT de ce qui se passe sur la scène agricole nationale et internationale, l'expert consultant en développement agricole et conseiller à l'export, Aissa Manseur, donne, dans cet entretien, un éclairage et propose sa vision, histoire d'informer davantage les lecteurs du Jeune Indépendant sur la filière blé.
Aissa Manseur, directeur d'un bureau d'études et d'expertise agricole, est diplômé en sciences agronomiques et en commerce international. Il a été conseiller auprès du ministre de l'Agriculture.

Le Jeune Indépendant : ***Une question qui, d'emblée, s'impose. L'Algérie est-elle condamnée à importer du blé***

Aissa Manseur : Jusqu'à preuve du contraire, oui. Notre pays est contraint d'importer d'importantes quantités de blé, plus particulièrement du blé tendre, pour subvenir aux besoins alimentaires de sa population. La dépendance dure déjà depuis très longtemps. L'importation de ce produit exerce d'ailleurs une pression négative sur la balance de paiement du pays.

La production nationale est loin de satisfaire les besoins en blé du pays. Pourquoi ?

La production nationale de blé au cours de la campagne 2019/2020 n'a pas excédé 40 millions de quintaux, soit 4 millions de tonnes. La production de blé tendre enregistre des valeurs inférieures qui se situent entre 5 et 7 millions de quintaux. L'Algérie, qui n'est en mesure de satisfaire qu'entre 34% et 36% de ses besoins en blé, devrait en importer jusqu'à 8 millions de tonnes en 2020/2021. Les céréales, dont le blé dur et tendre, sont des cultures pluviales, et le niveau de production est étroitement lié aux précipitations. Si la saison est bonne, on peut enregistrer une production relativement satisfaisante, mais si la saison est mauvaise par manque de précipitations, la production chute à un niveau très bas. A cela s'ajoute le non-respect de l'itinéraire technique de la culture. Nos céréaliculteurs manquent de savoir-faire pour aboutir à de meilleurs rendements.

La facture des importations pèse lourdement sur les caisses de l'Etat. Quelle est la part des importations de blé tendre mais aussi dur, bien qu'une bonne partie, soit près de la moitié de la superficie réservée à la culture des céréales, lui soit consacrée ?

La surface consacrée à la céréaliculture avoisine les 3,5 millions d'hectares dont 45% réservés au blé dur, soit 1,6 millions d'hectares, alors que la surface réservée au blé tendre n'excède pas les 800 000 ha. Un million d'hectares est réservé à la culture de l'orge, le reste se répartit entre la culture de l'avoine et autres céréales fourragères.

●●●

●●●

La facture de l'importation du blé tendre avoisine les 1,4 milliards de dollars et celle du blé dur se situe aux alentours de 500 millions de dollars. Pour l'importation des céréales (blé dur, blé tendre, orge et maïs), la facture dépasse les 2,5 milliards de dollars.

Devant les enjeux imposés par les grands producteurs, notamment leur refus, à demi-mot, de contribuer techniquement à booster la filière in situ par leur savoir-faire, y a-t-il moyen de compter sur les acteurs locaux pour un possible sursaut ?

Il ne faut pas se leurrer sur ce point. Les pays qui nous considèrent comme un marché «juteux» pour écouler leurs produits ne souhaitent guère voir l'Algérie se rapprocher de l'autosuffisance en ces produits stratégiques. Aussi, il ne faut jamais compter sur leur contribution pour développer cette filière. Pour ma part, je pense qu'on a suffisamment de moyens pour améliorer les rendements et, de ce fait, se passer progressivement de l'importation. On a un institut technique de développement des grandes cultures et des instituts de formation et de vulgarisation agricoles qui doivent jouer leur rôle. L'Etat doit mettre le paquet et miser sur le développement de la filière céréales en instaurant plus de mesures incitatives et d'accompagnement. On doit impérativement gagner la bataille du blé.

Le pouvoir s'est fixé l'échéance 2024 dans le cadre d'une nouvelle feuille de route afin de réduire la facture des importations alimentaires, notamment celles du blé tendre. Un défi qui reste lié à la superficie agricole exploitable. Où en est-on ?

On a l'habitude de ce genre de «promesse» mais rien ne se réalise. En 2014 déjà, on avançait l'échéance de 2019 pour arriver à l'autosuffisance en blé dur et en orge et porter aussi la superficie irriguée des céréales à 600 000 ha. Où en est-on de ces projections ? Il ne suffit pas de tracer des objectifs, il faut les faire sortir des tiroirs. Pour ce nouveau challenge, on doit attendre pour voir.

Face à la crise politique qui secoue les relations entre Alger et Paris, l'Etat algérien semble décidé à se débarrasser de la domination, du moins en ce qui concerne la filière blé tendre, imposée de fait par la France. Quelles en sont les véritables raisons ?

Personne ne peut nous imposer quoi que ce soit. On importe du blé et on paye. Personne ne nous donne la charité. Les exigences du cahier des charges de l'OAIC afférent à l'importation du blé ne donne pas l'occasion de diversifier nos fournisseurs. C'est le blé français qui s'accommode le mieux aux exigences de ce cahier des charges, qui doit toujours veiller sur les critères de la qualité et du prix. Personnellement, j'ignore s'il y a d'autres considérations.



En attendant, et dans la mesure où la situation imposée par la période post-Covid-19 appelle à la prudence en termes de dépenses, l'Etat se doit de négocier ses importations de blé. Sortir de l'étau français sous-entend aller vers d'autres producteurs. N'est-ce pas là rééditer les mêmes erreurs ?

On n'a pas droit à l'erreur lorsqu'on négocie l'approvisionnement du marché en blé. C'est de la nourriture de la population qu'il s'agit. On doit s'approvisionner en produits de meilleure qualité à un prix compétitif. Ce sont les seuls critères qui doivent primer dans ce genre de transaction. La prudence en termes de dépenses a été dictée déjà bien avant la Covid-19, après la chute des prix du Brent a partir de 2014, mais là, on n'a pas le choix tant qu'on ne peut pas satisfaire la demande par la production nationale. Il s'agit d'un produit stratégique et de première nécessité. Il n'y a aucun moyen de contourner l'obligation d'importer.

Des pays de l'Europe de l'Est ont, de façon claire, affiché leur intérêt pour le marché algérien, deuxième en Afrique après celui de l'Egypte, avec une stratégie visant à fournir l'Algérie, pour le cas de la Russie, avec plus d'un million de tonnes durant 2021-2022. Est-ce rentable ?

Le ministre de l'Agriculture a confirmé, au mois septembre dernier, la modification du cahier des charges relatif à l'importation du blé tendre par l'Algérie. Cette modification a, normalement, revu à la hausse le taux de grains punaisés qui était de 0,1% à 0,5%. Pour rappel, les punaises des blés en piquant le grain dégrade leurs propriétés de panification. Cette nouvelle donne offre la possibilité au blé russe, qui est en général entre 0,50 et 0,70% - il était entre 1% et 1,5%, de pénétrer le marché algérien. Cette nouvelle donne offre la possibilité à d'autres pays, notamment ceux de la mer Noire, de participer aux avis d'appel d'offres lancés par l'Algérie pour l'importation du blé tendre .

La Russie a toujours manifesté son intérêt pour le marché algérien du blé et table, durant la campagne 2021/2022, sur l'expédition de 1 million de tonnes.

Hormis la Russie, la Pologne ou encore l'Ukraine, un autre grand producteur, les Etats-Unis en l'occurrence, lorgne le marché algérien. L'Algérie a-t-elle intérêt à diversifier ses sources d'approvisionnement ou doit-elle obéir à des stratégies qui outrepassent le fait économique ?

Actuellement, les fournisseurs de l'Algérie en blé tendre sont la France (fournisseur dominant), en plus de la Lituanie et de l'Allemagne. Concernant le blé dur, c'est le Canada et le Mexique qui dominent notre marché. D'autres pays figurent également dans la liste des fournisseurs mais avec des quantités moins importantes.

En termes de qualité, le blé russe et le blé polonais sont présentés comme meilleurs par rapport à celui de l'Europe de l'Ouest, la France en particulier. Qu'en est-il exactement ?

Les pays exportateurs trouvent toujours des débouchés pour leurs productions en blé tendre. Entre l'exportation, la panification, la nutrition animale et la biscuiterie, chaque usage implique une qualité spécifique. Le blé tendre importé par l'Algérie est destiné à la panification, il doit donc impérativement présenter la meilleure qualité pour cet usage et plus particulièrement une teneur en protéine irréprochable.

Une baisse de qualité est observée pour le blé français qui est passée en l'espace de 10 ans de 12,3% à 11,1%. Cette baisse de qualité fait craindre aux agriculteurs français la perte du marché algérien, qui est exigeant en matière de qualité. Le souci du blé russe résidait dans le taux de grains punaisés, qui a été amélioré et peut satisfaire aujourd'hui le cahier des charges de l'OAIC modifié.

Le traditionnel fournisseur du marché algérien, la France en l'occurrence, a-t-elle des atouts à faire valoir pour inciter l'Etat algérien à importer son blé, sachant qu'en cas de baisse de prix, les pays de l'Est de l'Europe se rallieront, sans aucun doute, à toute tentative de les concurrencer ?

Pour s'approvisionner en blé, l'Algérie lance des appels d'offres à travers l'OAIC. Le champ est ouvert à tous les pays qui peuvent satisfaire le cahier des charges élaboré à cet effet. Donc, c'est le pays importateur qui dicte ses conditions et ses exigences et c'est aux exportateurs de les satisfaire. Avec la révision du cahier des charges et l'assouplissement des exigences techniques, le spectre des fournisseurs peut s'élargir et ouvre ainsi la voie à d'autres pays pour acquérir des parts de notre marché de blé.

Le président de la République a, lors d'une rencontre avec les médias, présenté l'Italie comme un bon exemple à suivre dans la filière des petites et moyennes entreprises. Sachant que ce pays de l'Union européenne est aussi producteur de blé , peut-il aussi constituer un modèle pour la filière céréalière ?

Je ne peux répondre à cette question parce que l'Italie n'est pas un grand pays producteur ni exportateur de blé. Les principaux Etats d'Europe producteurs de blé sont la Russie, la France, l'Ukraine, l'Allemagne et la Turquie.

La consommation algérienne par habitant de produits céréaliers reste l'une des plus importantes au monde pour des raisons socioculturelles. Est-ce une fatalité ?

Avec une consommation annuelle moyenne de 230 kg/habitant, l'Algérie est classée parmi les pays «pionniers» dans la consommation du blé. En fait, le consommateur algérien a changé progressivement ses habitudes alimentaires qui se basaient sur le blé dur et tous les produits de saison.

Avec l'arrivée des boulangeries rotatives et la prolifération des fast-foods, le blé tendre, c'est-à-dire la farine, a primé sur tout autre produit, et ce en dépit de toutes les conséquences négatives sur la santé. Je pense qu'actuellement, le consommateur algérien n'a pas vraiment le choix en l'absence de meilleurs substituts.

Y a-t-il une réelle volonté politique pour s'en sortir ?

Je pense que durant les décennies passées, la volonté politique a fait défaut et l'agriculture n'a pas été considérée comme étant un secteur stratégique créateur de richesses.

Certes, on a dépensé de l'argent à outrance durant l'application du plan national du développement de l'agriculture (PNDA) mais les résultats sont décevants. On espère que tout cela changera car sans volonté politique, on ne peut espérer aucun développement ou aucune croissance du secteur de l'agriculture.

Y a-t-il une autre voie à suivre pour sortir du piège des importations sachant que le pays regorge d'atouts ,

La voie à suivre c'est de travailler d'arrache-pied pour sortir de ce «bourbier» et se débarrasser de cette dépendance. La crise de la Covid-19 nous a appris que chaque pays doit se soucier de sa souveraineté alimentaire afin qu'il ne soit pas vulnérable aux divers aléas pouvant surgir. L'Etat doit encore faire beaucoup d'efforts pour développer le secteur de l'agriculture, et ce en lui donnant tous les moyens nécessaires pour aboutir aux résultats escomptés.

Entretien réalisé par A. F.

LIGUE 2

Le choc GC Mascara - RC Kouba à l'affiche de la 4e journée

Le choc GC Mascara – RC Kouba, entre le leader du Groupe Centre-Ouest qui se déplace chez son dauphin, sera à l'affiche de la quatrième journée de Ligue 2, prévue samedi à 15h00, et qui verra le leader du Groupe Centre-Est, l'US Chaouia bénéficier d'une très bonne occasion de creuser l'écart, car appelé à recevoir une deuxième fois consécutive sur son terrain, alors que ces principaux concurrents devront effectuer de périlleux déplacements.

Le Raed, auteur d'un sans faute jusqu'ici, avec trois victoires en autant de matchs, dont deux derbies contre l'ES Ben Aknoun et l'USM El Harrach a pour ainsi dire déjà prouvé sa bonne santé en ce début de saison. Toujours est-il que ce chaud duel à venir contre le dauphin GC Mascara se présente comme le premier sérieux test pour les coéquipiers de Yahia Cherif, surtout qu'il se jouera en déplacement.

En effet, jusqu'ici, le RCK a essentiellement brillé dans l'Algérois et ce sera pratiquement la première fois qu'il devra défier un adversaire d'égale valeur, chez lui, et avec l'objectif de consolider sa première place.

Autre duel intéressant qui vaudra le détour dans ce Groupe Centre-Ouest, le choc des mal-classés USMM Hadjout – SC Aïn Defla, qui cherchent l'un comme l'autre à engranger des points, pour s'extirper de la zone de turbulences.

Il y aura aussi le duel USM El Harrach – MC Saïda, entre la lanterne-rouge qui reçoit le sixième, avec le même objectif de gagner, pour se hisser dans la première partie de tableau.

Dans de le Groupe Centre-Est, c'est probablement la sortie du leader US Chaouia qui devrait le plus captiver l'attention, car susceptible de générer une importante distanciation dans le haut de tableau.

En effet, outre le fait d'avoir déjà deux points d'avance sur leurs premiers poursuivants au classement, le NRB Téleghma et l'USM Khenchela, les Jaune et Noir auront également la chance de recevoir le MO Béjaïa chez eux. Ce qui constitue un avantage supplémentaire pour eux d'empocher les trois points.

Un potentiel succès qui, s'il venait à se confirmer, permettrait à l'USC de s'envoler un plus en tête du classement, surtout si le NRBT et l'USMK venaient à perdre lors de leurs déplacements respectifs chez le JS Bordj Ménael et l'IRB Ouargla.

Parmi les autres duels intéressants, inscrits au programme de cette journée, les chaudes empoignades: MO Constantine – CA Batna, JSM Béjaïa – MC El Eulma et CA Bordj Bou Arréridj – AS Aïn M'lila, entre anciens pensionnaires de l'élite et qui là encore devraient offrir un beau spectacle.

Tous les matchs de cette quatrième journée sont prévus samedi, à 15h00, suivant la programmation de la Ligue nationale de football amateur, qui gère la compétition.

BOXE

Loucif Hamani inhumé mercredi prochain à Ath Yahia

LA GLOIRE de la boxe algérienne, Loucif Hamani, décédé mardi soir à Paris (France) à l'âge de 71 ans des suites d'une longue maladie, sera inhumé mercredi dans son village natal d'Ath Yahia, au Sud-est de Tizi-Ouzou, a appris l'APS de son fils, Rachid Hamani.

«Un recueillement en sa mémoire sera organisé avec sa famille ce jeudi ainsi que samedi et dimanche au Funarium de Vitry au 53 Quai Jules Guesde 94400 Vitry-sur-Seine à Paris, alors que la levée de corps est prévue mercredi prochain à 10h00 pour ensuite se diriger vers la Grande Mosquée de Paris pour une prière autour de midi. L'enterrement aura lieu le même jour (mercredi) au cimetière d'Igoufaf d'Ath Yahia à Tizi-Ouzou», a précisé à l'APS son fils Rachid.

Avant d'ajouter : «Mon père reposera en paix dans son village natal auprès de son père Belaid et sa maman Smina».

Né en 1950 à Igoufaf, dans la commune d'Ait Yahia, au Sud-est de Tizi-Ouzou, le jeune Hamani a émigré tôt en France avec sa famille qui a suivi son père, ouvrier d'usine en région parisienne, et après une prime scolarité, commença sa carrière de boxeur.

Dès ses débuts, il s'est avéré très redoutable sur le ring et commença a enregistré des succès. En 1976, à 26 ans, il fut consacré champion d'Afrique des poids super welters ABU contre l'ivoirien Sea Robinson et réussit à conserver son titre l'année suivante face à Simon Bereck Rifoey. Trois années plus tard, en 1980, il perd son combat contre l'américain Marvin Hagler pour le titre de champion du monde en perdant par un KO au second round, disputé dans des conditions défavorables, changements des arbitres et du lieu de la rencontre à la dernière minute.

Plus tard, il déclara, à propos de ce combat qu'il avait reçu des menaces et que les changements opérés étaient voulus pour le déstabiliser, car, «on ne voulait pas qu'un algérien gagne ce titre».

En 1985, Hamani mit fin à sa carrière professionnelle, après 27 combats dont 24 gagnés et 03 perdus et un palmarès de 07 fois champion d'Algérie, champion maghrébin, médaillé d'or aux jeux africains et aux jeux méditerranéens et deux fois champion d'Afrique, et continua à représenter l'Algérie en tant que diplomate à Paris, Tunis et N'Djamena, entres autres.



TOURNOI DE L'UNAF (U20)

L'Algérie s'incline face à l'Egypte 1-0

L'ÉQUIPE NATIONALE de football des moins de 20 ans (U20), s'est inclinée face à son homologue égyptienne (1-0), en match disputé jeudi au stade du Kram (Tunis), dans le cadre de la 2e journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie, qui se déroule en Tunisie (9 -17 novembre).

L'unique but de la partie a été inscrit par Ahmed Abderrahim (21e) pour l'Egypte.

Il s'agit de la deuxième défaite de rang pour les Algériens, après celle concédée dans le temps additionnel, lors de la journée inaugurale mardi face à la Tunisie (3-2).

Dans l'autre match de cette 2e journée, la Mauritanie a réussi à tenir en échec la Tunisie, pays hôte, (1-1), en match disputé au stade d'Ariana. Les Mauritaniens ont ouvert le score à la 23e minute par Sy Ely Housseinou, avant que les Tunisiens n'égalisent par Ghaith Wahabi (50e). Les Libyens sont exemptés.

A l'issue de ces résultats, l'Egypte est leader avec 6 points, avec deux longueurs d'avance sur la Tunisie (4 points). La Mauritanie est troisième avec 1 point. L'Algérie et la Libye ferment la marche avec 0 point.

L'Algérie enchaînera samedi en croisant le fer avec la Libye (14h00), alors que l'Egypte affrontera la Mauritanie (14h00). La Tunisie sera exempte.

Chaque sélection jouera quatre (04) matches, soit un de plus par rapport au système de poule précédent. Le premier de ce mini-championnat sera déclaré champion.

ASTON VILLA

Les gros chantiers de Steven Gerrard

Seizième de Premier League après 11 journées avec seulement deux points d'avance sur la zone rouge, mais surtout sur une série de cinq défaites de rang, Aston Villa a décidé de se séparer de Dean Smith pour rapidement le remplacer par Steven Gerrard.

Nommé entraîneur des Villans jeudi matin, l'ancien coach des Rangers s'est engagé pour deux ans et demi avec la lourde tâche de redresser le club de Birmingham très rapidement. Pour l'aider, les dirigeants vont normalement sortir le chéquier cet hiver pour lui apporter des renforts de qualité. Mais en attendant le mois de janvier, le technicien de 41 ans va avoir beaucoup de travail et plusieurs chantiers à régler.

Comme l'explique Sky Sports ce vendredi, l'ancien milieu de terrain va avoir cinq gros chantiers. Tout d'abord, Steven Gerrard n'aura vraiment pas le droit à l'erreur après la trêve car il faudra au moins gagner un des deux matches contre Brighton à la maison (20/11, 16h) ou à l'extérieur face à Crystal Palace (27/11, 16h). Deux rencontres compliquées face à deux formations n'ayant perdu que deux parties en PL cette saison. Car il va falloir mettre fin à cette série très négative avant un calendrier bien chargé avec Manchester City, Leicester et Liverpool à venir ensuite... Et pour ce faire, le natif de Whiston a quatre axes de travail dans l'effectif ou en dehors.

En cas de victoire rapidement, la prochaine tâche sera forcément plus simple mais le média britannique est formel : Steven Gerrard va devoir nouer une relation spéciale avec les fans des pensionnaires de Villa Park. La relation fan-coach a toujours été importante, et encore plus à Aston Villa. Enfin, sur le terrain, il va falloir se pencher sur trois aspects importants. Les trois recrues phares d'Aston Villa cet été, à savoir Emiliano Buendia (45M€), Leon Bailey (35M€) et Danny Ings (30M€) ont été très mal utilisés par Dean Smith, et c'est peut-être pour cela aussi qu'il a été remercié, les résultats étant certainement liés. Et Steven Gerrard va devoir retrouver l'alchimie pour utiliser à merveille les trois hommes. Après avoir géré le casse-tête des recrues (il y a aussi Ashley Young notamment), l'ancienne gloire de Liverpool, toujours selon nos confrères britanniques, devra s'occuper des jeunes. Avec une moyenne d'âge de 26,01 ans en Premier League, soit la quatrième équipe la plus jeune du championnat, Aston Villa compte beaucoup sur ses jeunes pépites comme Carney Chukwuemeka, Jaden Philogene-Bidace ou Jacob Ramsey. Et quand on sait que Jack Grealish, formé au club, est parti pour plusieurs millions à Manchester City, mieux vaut encore insister avec les pépites. Pour finir, il va falloir retrouver une défense de fer. Avec 20 buts encaissés, les Villans ont actuellement la troisième pire défense derrière Norwich (26) et Newcastle (24). La défense à trois mise en place par Smith était sûrement le problème, et Gerrard va devoir trouver la bonne solution. Des chantiers à la pelle donc.



FC BARCELONE

Sergio Agüero pourrait être contraint d'arrêter sa carrière

ÉCARTÉ des terrains en raison de problèmes cardiaques, le buteur argentin n'est pas du tout certain de pouvoir rejouer au football. Explications.

Décidément, cette saison 2021/2022 est un véritable cauchemar pour Sergio Agüero (33 ans). Laissé libre par Manchester City, l'attaquant argentin avait choisi de signer au FC Barcelone pour jouer enfin avec son grand ami Lionel Messi. Mais quelques jours après sa signature, «La Pulga» lui faisait faux bond en s'en allant au Paris Saint-Germain. Premier coup dur.

Quelques semaines plus tard, une vilaine blessure au mollet droit est venue gâcher son début de saison. Longtemps indisponible, Agüero a dû patienter jusqu'au 17 octobre pour faire ses premiers pas sous le maillot blaugrana face à Valence. Mais le sort s'est acharné sur lui. Après seulement cinq matches joués avec le FCB, l'Argentin a de nouveau été contraint de se mettre sur le flanc. Mais cette fois, cela semble bien plus sérieux.

Sorti juste avant la mi-temps du match contre Alavés, Agüero se plaignait de douleurs au torse. Résultat : le corps médical a détecté une arythmie cardiaque et le joueur a été déclaré indisponible pendant trois mois. Un nouveau coup de massue qui pourrait malheureusement être accompagné d'une autre terrible nouvelle.

En effet, Catalunya Radio révèle que les médecins ont informé l'international albiceleste (101 sélections, 42 buts) que son problème cardiaque est loin d'être bénin et qu'il pourrait même être obligé de prendre sa retraite ! Les derniers exercices d'effort réalisés par le joueur montreraient en effet que cette arythmie cardiaque serait plus complexe que prévu et serait surtout incompatible avec le sport de haut niveau.

Comme cela est évoqué depuis plusieurs jours, les noms de Raheem Sterling, Francisco Trincão (retour de prêt), Dani Olmo et Ferran Torres sont cités. Mais depuis hier, les socios doivent se demander comment leur club de cœur va bien pouvoir faire pour attirer ne serait-ce qu'un seul de ces joueurs.

En effet, alors qu'un budget de 20 M€ était annoncé, ESPN a refroidi tout le monde en affirmant que le nouvel homme fort du Barça aurait à sa disposition moins de 10 M€ pour se renforcer. Faire revenir Trincão en cassant son prêt à Wolverhampton pouvait donc être une solution crédible. Sauf que Sport indique que la direction culé a précisé à Xavi que le retour du Portugais était à exclure. La raison ? Prêté avec une option d'achat fixée à 30 M€, Trincão sera forcément une source de revenus pour les Catalans. En clair, si les Wolves lèvent l'option d'achat, c'est un chèque de 30 M€ qui sera encaissé. Et s'ils ne la lèvent pas, ils devront quand même s'acquitter d'une somme de 6 M€. Casser son prêt reviendrait donc à faire une croix sur ces deux montants. Et au vu de la situation financière du club, la direction culé a vite fait son choix.

MERCATO

Manchester United face à un nouveau problème

LES RED DEVILS ne sont pas épargnés en ce moment. Et après les cas Solskjaer et Pogba, place désormais au spleen de Dean Henderson.

Joueur de Manchester United prêté à Sheffield United entre 2018 et 2020, Dean Henderson (24 ans) avait signé deux saisons pleines chez les Blades. Annoncé de retour à Old Trafford, le jeune Anglais avait indiqué qu'il n'accepterait de rentrer au bercail qu'à condition d'être le portier numéro un. Revenu en 2020, Henderson n'a pourtant pas délogé David De Gea de sa place de titulaire (13 apparitions en Premier League).

Mais cette saison, la situation a empiré pour le natif de Whitehaven. C'est tout simple : Henderson n'a joué qu'une rencontre, le match de Carabao Cup face à West Ham disputé le 22 septembre dernier. Un terrible constat qui lui vaut aujourd'hui d'être zappé par le sélectionneur anglais Gareth Southgate pour la troisième fois consécutive. Et forcément, ça devient intenable pour le Mancunien.

En septembre dernier déjà, la presse anglaise se faisait l'écho de sa volonté d'être prêté en janvier prochain. Cette fois, le Daily Mail indique qu'Henderson pense aussi à un départ définitif en fin de saison. Un départ en prêt en janvier est clairement envisagé avant un transfert l'été prochain et le nom du nouveau riche de Premier League, Newcastle, est cité comme possible destination.

Déjà occupé à régler les cas d'Ole Gunnar Solskjaer, de Paul Pogba et de Donny van de Beek, Manchester United doit donc faire face à un nouveau problème. Mais le portier risque de devoir se montrer patient. Les Red Devils ne seraient pas du tout favorables à un départ à la mi-saison. De quoi tendre le joueur qui vise plus que jamais une participation à la prochaine Coupe du Monde.

CHELSEA EN PASSE DE BOUCLER UN PREMIER RENFORT HIVERNAL À 23 M€

CONFRONTÉ à des soucis contractuels avec sa défense, le club londonien serait sur le point de régler une partie de ses problèmes. Le Van Dijk hongrois serait en effet tout proche de s'engager avec les Blues.

Il va y avoir du mouvement à Chelsea. Et surtout dans la défense londonienne. Pour rappel, Thomas Tuchel doit faire face à un incroyable chantier dans ce secteur de jeu. Thiago Silva répond aux attentes, mais il n'est plus tout jeune (36 ans) et trois cadres de l'arrière-garde des Blues sont libres de tout contrat en juin prochain : Antonio Rüdiger (28 ans), Cesar Azpilicueta (32 ans) et Andreas Christensen (25 ans).

Sans surprise, Chelsea s'active donc en coulisse histoire d'anticiper un ou plusieurs départs non désirés, notamment au poste de défenseur central. Et selon le Sun, les Blues seraient sur le point de régler une partie de leurs problèmes. En effet, le tabloïd anglais indique que le champion d'Europe en titre serait sur le point d'accueillir Attila Szalai (23 ans) en janvier. Pour ceux qui ne le connaissent pas, Szalai est un international hongrois (21 sélections) qui a été l'une des révélations du dernier Euro 2020. Arrivé à Fenerbahçe en janvier 2021 en provenance de l'Apollon Limassol en échange de 2 M€, Szalai (1,92m, 83 kg) est un élément très courtisé puisque le Borussia Dortmund avait tenté sa chance l'été dernier contre 12 M€. En vain.

Sous contrat jusqu'en 2025, le joueur, surnommé le « Van Dijk hongrois », serait donc en partance pour Stamford Bridge en échange d'un chèque de 23 M€. À Chelsea, il toucherait un salaire proche des 4 M€ annuels. De son côté, le club turc se frotte les mains puisqu'il est en passe de réaliser une plus-value de 21 M€ en seulement un an.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:28	12:13	15:00	17:21	18:48	05:32	12:18	15:06	17:26	18:53	05:46	12:32	15:21	17:41	19:07	05:34	12:23	15:19	17:40	19:02	05:53	12:39	15:27	17:48	19:14	05:58	12:44	15:33	17:53	19:19	06:01	12:47	15:36	17:57	19:22

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7140 – SAMEDI 13 NOVEMBRE 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	17°	14°
Oran	20°	9°
Constantine	20°	4°
Ouargla	22°	7°

LES RENSEIGNEMENTS ESPAGNOLS:

«Les ressortissants algériens tués par le Maroc»

Les services de renseignements ont conclu que les trois camionneurs algériens ont été tués le 1er novembre dernier au Sahara Occidental par des drones marocains. C'est ce qu'a révélé jeudi le quotidien espagnol El Pais, *proche des milieux sécuritaires espagnols.*



«Des sources du renseignement espagnol confirment que l'attaque a eu lieu avec des drones et doutent sérieusement qu'il puisse s'agir d'une erreur», a rapporté le quotidien espagnol. Ces «sources» confirment ainsi les conclusions de l'enquête menée par les autorités algériennes au lendemain de l'ignoble assassinat et selon lesquelles l'attaque «a été commise par un armement sophistiqué».

Les trois chauffeurs de camions algériens ont été tués dans un bombardement mené dans l'après-midi du 1er novembre 2021 par l'armée marocaine contre leur convoi dans la route entre la ville frontalière algérienne Tindouf et Zouiret en Mauritanie.

Les camions de fret faisaient régulièrement la liaison Nouakchott-Ouargla, selon un des proches des victimes dont deux roulaient à bord de leur camion de la marque allemande MAN. Le troisième chauffeur tué était originaire de Ouargla et était aussi un habitué du trajet. Les victimes effectuaient une mission d'exportation de ciment blanc vers la Mauritanie.

L'agression marocaine s'est déroulée entre les localités d'Aïn Bentili et Bir Lahlou en territoire libéré, le tronçon qui conduit à la route entre l'Algérie et la Mauritanie. Les deux camions étaient à l'arrêt lorsqu'ils ont été la cible de bombardements par l'artillerie marocaine provenant de derrière le mur de séparation se trouvant à plus de 25 km du lieu du drame.

L'une des victimes de l'agression marocaine est Hmida Boumediene, originaire de Laghouat, dont l'annonce de sa mort a été faite sur Facebook par son neveu Djallal Eddine Boumedienne habitant Ain Madi à Laghouat.

Les deux autres victimes sont Ahmed Belkhir Chtam et Brahim Larbaoui tous deux de Ouargla.

Lors d'une conférence de presse mercredi 10 novembre à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a réaffirmé que l'assassinat des trois ressortissants algériens par le Maroc était un «acte délibéré» de provocation contre l'Algérie. «Selon tous les facteurs disponibles, il s'agit d'un acte délibéré de provocation contre l'Algérie, au mépris du droit international», a souligné le chef de la diplomatie algérienne. M. Lamamra a fait observer que «cet acte s'inscrit dans la volonté des autorités marocaines et de leurs alliés d'étendre le conflit militaire au-delà de la zone dans laquelle se produisaient les opérations militaires auparavant, autour et à l'intérieur du mur» de sable, notant, en outre, que cet acte «intervient dans le prolongement de l'extension de l'occupation militaire marocaine de la zone d'El-Guerguerrat, en violation des accords de cessez-le-feu entre les deux parties (Maroc et Front Polisario)».

S. Ould Brahim

BARRAGE DE TICHI-HAF

Légère amélioration après les dernières précipitations

La direction de l'algérienne des eaux (ADE) de la wilaya Béjaïa a décidé de suspendre temporairement la chaîne de production et de distribution d'eau potable, en raison du taux très élevé de la turbidité engendré par l'épisode pluviométrique qui a affecté ces derniers jours la wilaya de Béjaïa et les autres wilayas du pays. Les pluies torrentielles qui ont affecté la région ont charrié d'énormes quantités de boue et autres détritus jusqu'au barrage.

Cette décision a été prise suite aux résultats des analyses effectuées au niveau du barrage Tichi-Haf (Mahfoudha, commune de Bouhamza), lesquels ont donné lieu à des valeurs de turbidité très élevées. La reprise de l'activité de la station de traitement d'eau est prévue dès que la turbidité reviendra au seuil admis, chose qui a été constaté hier à en croire M. Abdenour Sahraoui, directeur de l'Algérienne des seaux de la wilaya de Béjaïa.

Selon toujours le directeur de l'ADE, «la distribution actuelle a été ramenée à un jour sur trois et elle devrait rentrer dans l'ordre dans les prochains jours». Et d'ajouter : «la distribution et la commercialisation de l'eau potable sera maitre à 500 000Metre cubes par jour comme avant même si l'apport en eau généré par les derniers intempéries s'élèvent à 01 millions mètres cubes autrement une légère augmentation qui ne pourra pas influencer positivement le cours de la production.

Le taux de remplissage du barrage est actuellement de 12% de sa capacité total qui est, rappelons-le, de plus de 81 millions de mètres cubes, soit 02 % de plus par rapport aux semaines précédentes, soit après les trois derniers jours d'intempéries. Les réserves hydriques étaient de 10 % soit environ 08 millions de mètres cubes d'eau emmagasinés, le taux le plus bas depuis sa mise en service il y a plus de dix années.

De ces 8 millions il faut, au moins, déduire 05 millions de mètres cubes qui ne sont pas exploitables, étant donné qu'elles représentent le volume mort de la retenue, destiné principalement à la restauration des écosystèmes aquatiques.

A titre de rappel, la production d'eau potable avant la sécheresse (2019) qui a affecté la région était de 125 000 et 130 m3 par jour et parfois 120 000M avant de baisser à 65 000 puis 60 000 et enfin 55000 M3. Contacté hier M. Mustapha Dahgane responsable du barrage de Tichi-Haf, dira : «nous avons repris la production d'eau potable ce matin hier (Ndlr) cependant, la turbidité ne s'est pas encore dissipée ; mais elle devrait s'améliorer d'ici la fin de la journée».

Et d'ajouter : «nous avons procédé dans un premier temps au remplissage des conduites, puis le remplissage des réservoirs et ensuite le rétablissement de la distribution d'eau potable».

La valeur de turbidité est redescendue hier à 9 000 unités de turbidité néphélométrique (NTU). Elle a atteint plus important les premiers jours des intempéries.

Il faut noter aussi que les réserves hydriques actuelles devraient suffire aux besoins des 25 communes alimentées depuis le barrage les deux prochains mois et que d'autres nouveaux apports d'eau pluviales devaient améliorer la distribution d'eau et revenir au volumes produits avant l'épisode de sécheresse qui était de plus de 120 000m3 par jour.

N. Bensalem



ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE 2022

L'Algérie domine Djibouti 4-0

C'EST sans surprise que l'équipe d'Algérie s'est imposée face à Djibouti dans le match de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe du Monde. L'emportant sur le score de 4 à 0, c'est avec un effectif assez remanié que les Verts sont entrés sur la pelouse du stade du Caire pour glaner trois points et se rapprocher des barrages pendant que le Burkina Faso s'est fait accrocher à domicile par le Niger de Jean Michel Cavalli.

Avec une équipe légèrement remaniée et un adversaire qui n'est pas de taille à rivaliser avec les Verts, l'attaque de l'équipe nationale a encore fait parler la poudre. Après 25 minutes sans véritables occasions, les camarades de Sofiane Feghouli ont commencé à porter le danger devant la cage du gardien adversaire.

Les Verts ont ouvert le score par Belaïli (29e), avant que Benrahma (40e) et Feghouli (42e) en permettent à l'Algérie de se mettre à l'abri. En seconde période, Slimani, entré en cours de jeu, a marqué le quatrième but (87e).

Dans l'autre match du groupe, le Burkina Faso a réalisé une mauvaise opération, en se contentant d'un nul face au Niger au Grand stade de Marrakech (1-1). Oumarou a ouvert le score pour le Niger (34e), avant que les «Etalons» n'égalisent par Dayo (55e).

A l'issue de ces résultats, l'Algérie s'empare de la première place avec 13 points, avec deux longueurs d'avance sur le Burkina Faso (11 pts). Le Niger suit derrière (3e, 4 pts), alors que le Djibouti ferme la marche avec 0 point.

L'équipe nationale bouclera ces éliminatoires mardi, en recevant le Burkina Faso au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00) en présence de 14,000 supporters, dans ce qui sera un rendez-vous décisif pour le passage aux barrages, prévus en mars 2022. Un nul pourra suffire lors de ce dernier match dans cette phase de groupes, mais ce ne sera certainement pas ce que visera l'EN qui cherchera à enregistrer une nouvelle victoire et un 33e match sans défaite.

R. S.